

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité Territoriale du Bas-Rhin
Équipe Nord

Strasbourg, le 23 septembre 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite de contrôle
Société MARS CHOCOLAT FRANCE à Haguenau – 3, rue Sandlach

Annexes : /

- 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant**
- 2. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 3. Thèmes de la visite et référentiels**
- 4. Installations contrôlées**
- 5. Constats**
- 6. Conclusion**

1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant

Inspecteur :

- M. X

Personnes rencontrées :

- M. X
- M. X
- M. X
- M. X

Dirigeant de l'établissement contrôlé :

- M. X : Directeur d'usine

2. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : autorisation (IED), fabrication de confiseries chocolatées.
Arrêté préfectoral d'autorisation du 27 septembre 2013
- **Date de la visite** : 12 septembre 2014
- **Numéro SIIIC et adresse du site visité** : n° 0608, 3 rue Sandlach à Haguenau
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé par appel téléphonique et confirmé par courriel le 3 septembre 2014.

3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

L'usine de Haguenau du Groupe MARS France est spécialisée dans la production de confiseries chocolatées.

Thème et enjeux :

Les processus de fabrication de confiseries chocolatées nécessitent la mise œuvre d'eau lors d'opérations de nettoyage des équipements et chaînes de production. Les eaux usées sont épurées in situ avant leur rejet dans le réseau de collecte séparatif de la ville de Haguenau.

Par ailleurs, les activités génèrent une quantité importante de biodéchets qui sont pour l'essentiel composés de résidus de produits alimentaires et de produits finis impropres à la consommation.

L'inspection a porté sur :

- l'entretien et la conduite des installations de traitement des eaux usées industrielles et la mise en œuvre de l'auto-surveillance de la qualité des rejets aqueux,
- la prévention et gestion des déchets sur le site et la hiérarchie de leurs modes de traitement.

Référentiels :

- Arrêté préfectoral du 27 septembre 2013 portant autorisation d'exploiter au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles 4.3.4, 4.3.9, et 9.2.3, ainsi que le chapitre 5.1.
-

4. Installations contrôlées

Installation de traitement des eaux usées industrielles.

Aire d'entreposage des déchets.

Atelier de production de bonbons enrobés.

5. Constats

Traitement des eaux usées industrielles

L'article 4.3.4. de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2013 dispose :

« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétant disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. »

Le site de Haguenau de la société MARS CHOCOLAT FRANCE dispose d'une station d'épuration des eaux industrielles dont l'exploitation est confiée à une entreprise externe, la société X spécialisée dans le traitement des eaux industrielles.

L'exploitant a mis en place divers documents et registres portant sur l'exploitation de l'installation, qui sont agrégés dans un bilan établi à fréquence annuel. L'examen du bilan 2013 n'appelle pas d'observation particulière.

Il convient de souligner que l'exploitant fait appel à un organisme externe pour procéder à un audit sur le fonctionnement et l'entretien de la station d'épuration à fréquence annuelle. L'organisme n'a pas relevé d'anomalie lors de ces deux dernières interventions en 2012 et

2013. De plus, il valide l'ensemble du dispositif mis en œuvre par l'exploitant, assurant l'autosurveillance de la qualité du rejet des eaux usées industrielles.

Les articles 4.3.9 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2013 disposent :

« Article 4.3.9.2. Rejets internes

Référence du rejet interne à l'établissement : N ° Sortie station d'épuration interne (Cf. Repérage du rejet sous l'article 4.3.5.2)

<i>Débit de référence</i>	<i>Maximal 25 m³/h Maximal journalier : 200 m³/j</i>	
<i>Paramètres</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maximal journalier (kg/j)</i>
<i>DCO</i>	<i>150</i>	<i>30</i>
<i>DBO₅</i>	<i>20</i>	<i>4</i>
<i>MEST</i>	<i>90</i>	<i>18</i>
<i>N global</i>	<i>32</i>	<i>6,4</i>
<i>P total</i>	<i>8</i>	<i>1,6</i>

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

<i>Paramètres</i>	<i>Auto surveillance assurée par l'exploitant</i>		
	<i>Type de suivi</i>	<i>Périodicité de la mesure</i>	<i>Normes de la mesure</i>
<i>Eaux résiduaires après épuration issues du rejet interne N° (Cf. Repérage du rejet sous l'article 4.3.5) – Sortie station d'épuration interne</i>			
<i>pH</i>		<i>En continu</i>	
<i>Température</i>			
<i>Débit</i>			
<i>DCO</i>	<i>Échantillons moyens sur 24 h</i>	<i>Journalier</i>	<i>NF T 90101</i>
<i>DBO₅</i>		<i>Hebdomadaire</i>	<i>NF EN 1899-1</i>
<i>MEST</i>		<i>Journalier</i>	<i>NF EN 872</i>
<i>N global</i>		<i>Hebdomadaire</i>	
<i>P total</i>		<i>Hebdomadaire</i>	

(...) »

Les articles repris ci-dessus fixent les valeurs limites d'émission des eaux industrielles en sortie de la station d'épuration et la fréquence de contrôle des paramètres à surveiller.

Le prélèvement des échantillons d'eaux et les analyses sont effectuées par la société X qui dispose des équipements nécessaires sur site.

Pour s'assurer du respect des dispositions fixées, l'inspection a procédé à l'examen d'un échantillon de rapports de contrôles établis par la société X en 2014.

Il ressort de l'examen des documents que les valeurs limites et les fréquences d'analyse sont respectées. Toutefois, le paramètre DBO₅ est déterminé par déduction de la concentration obtenue en DCO. Il justifie sa démarche que du fait d'une concentration très faible en DCO, inférieure à 50 mg/l, alors la concentration en DBO₅ est proche de la limite de quantification qui est de l'ordre de 3 mg/l. Cette pratique n'est pas conforme aux dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui impose une analyse de la DBO₅ selon le référentiel défini par la norme NF EN 1899-1.

Par ailleurs, le rapport établi ne comporte pas les renseignements suivants :

- le nom de l'agent assurant le prélèvement de l'échantillon,
- la date de prélèvement de l'échantillon,
- le type d'échantillon prélevé,
- les référentiels des méthodes d'analyse mises en œuvre.

L'inspection demande à l'exploitant de compléter les rapports d'analyse futurs en conséquence.

La visite de la station d'épuration n'appelle pas d'observation particulière.

Gestion des déchets

Prévention des déchets

L'exploitant met en œuvre un système de management de l'environnement comportant un volet relatif au traitement des déchets générés par l'exercice des activités, qui reprend la hiérarchie de traitement édictée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

La politique de gestion des déchets est déclinée dans un document intitulé "SIG". Il comporte les objectifs assignés, notamment "zéro" déchet éliminé en centre d'enfouissement en 2015 pour l'ensemble du groupe MARS France. Cet objectif est déjà respecté par le site de Haguenau.

Par ailleurs, une action de recherche de pistes d'amélioration visant à réduire la quantité de déchets alimentaires sera engagée en octobre 2014.

Il convient de souligner que les produits prélevés en vue d'un contrôle de leur qualité sont ré-introduits dans la chaîne de production, ainsi que les loupés de production ne présentant pas de risques alimentaires.

Gestion et traitement des biodéchets

Selon la déclaration annuelle d'émissions de polluants, l'exploitation des activités de fabrication de confiseries chocolatées a généré 2285 tonnes de biodéchets en 2012 et 5900 tonnes de biodéchets en 2013.

Au sens de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant les seuils définis à l'article R. 543-225 du code de l'environnement, l'exploitant est considéré gros producteur de biodéchets, les seuils respectifs de 120 tonnes en 2012 et 80 tonnes en 2013 étant dépassés.

Ces déchets sont composés pour l'essentiel de matières grasses, de résidus de lait, de chocolat, de sucre ou de produits finis impropres à la consommation humaine. Ils sont confiés à un tiers pour un traitement par utilisation comme combustible ou par méthanisation.

Concernant les biodéchets, l'exploitant dispose :

- d'une copie des actes administratifs attestant de la régularité de la situation administrative de l'exploitant de l'installation prenant en charge le traitement des biodéchets,
- d'une copie du bordereau d'enlèvement des déchets indiquant notamment la quantité et la nature des biodéchets du chargement,
- un document établi par l'exploitant de l'installation de traitement indiquant la réception du chargement. Cependant pour quelques enlèvements ce document n'a pas pu être présenté.

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à la fourniture d'un justificatif de la prise en charge des déchets par l'exploitant de l'installation de traitement.

L'inspection observe également une augmentation significative de la quantité de biodéchets produite en 2013 et leur traitement assuré par des installations implantées au Royaume-Uni, en Italie ou aux Pays-Bas. L'éloignement de ces sites ne répond pas au principe édicté au 4° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement qui dispose :

« D'organiser le transport des déchets et de limiter en distance et en volume »

L'exploitant précise qu'en 2013 un lot de produits finis non conforme aux spécifications a dû être retiré du circuit de distribution et détruit. Ainsi les produits, déjà expédiés au Royaume-Uni, en Italie et aux Pays-Bas, ont été traités localement afin d'éviter le transport de rapatriement. Le traitement des produits non-conformes encore présents à Haguenau a été confié à la société X, implantée à Strasbourg.

L'exploitant a mis en place un dossier spécifique assurant la traçabilité du traitement à caractère exceptionnel du lot de produits finis non-conformes. Il comporte l'ensemble des informations exigées au chapitre 5.1 de l'arrêté d'autorisation.

L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur les informations à porter sur la déclaration annuelle des émissions polluantes, notamment les coordonnées de l'établissement assurant l'élimination ou la valorisation du déchet.

Visite de l'aire d'entreposage des déchets et de l'atelier de production de bonbons enrobés.

Afin de réduire les éventuelles erreurs lors de la collecte ou lors du déversement des poubelles de collecte interne dans les bennes, l'exploitant a mis en place diverses mesures :

- deux aires distinctes ont été aménagées, l'une dédiée aux déchets dangereux et l'autre aux déchets non dangereux ;
- à chaque type de déchet a été attribué un code couleur identique pour les poubelles de collecte et aux bennes ;
- les bennes sont pourvues d'une affiche indiquant le type de déchets susceptibles d'y être entreposés.

Les aires sont étanches et aménagées pour assurer la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météorites souillées.

Des emplacements signalés réservés aux poubelles de collecte ont été aménagés dans l'atelier de production de bonbons enrobés de chocolat. Un examen visuel de leur contenu a permis de constater que leur contenu est cohérent avec la consigne affichée à proximité.

6. Conclusion

Situation irrégulière :

Sans objet

Non-conformités

La visite du 12 septembre 2014 a mis en évidence un non-respect aux dispositions de l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 septembre 2013.

L'exploitation d'une installation classée sans respecter les dispositions d'un arrêté préfectoral relève des dispositions des articles L. 171-8 (mise en demeure préfectorale) et R. 514-4 (sanctions pénales du code de l'environnement).

L'exploitant s'est engagé à procéder aux analyses des échantillons d'eaux usées selon les méthodes de mesure en vigueur.

Autres constats à portée réglementaire

L'exploitant ne dispose pas systématiquement d'un document, établi par l'établissement assurant l'élimination ou la valorisation des déchets, indiquant la nature et la qualité du déchet non dangereux réceptionné. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant un suivi exhaustif jusqu'à l'élimination ou valorisation des expéditions de déchets.

Observations

Les rapports d'analyse de la qualité des rejets d'eaux usées industrielles doivent être complétés a minima des renseignements suivants :

- le nom de l'agent assurant le prélèvement de l'échantillon,
- la date de prélèvement de l'échantillon,
- le type d'échantillon prélevé,
- les référentiels des méthodes d'analyse mises en œuvre.

Questions

Sans objet

L'inspecteur de l'environnement
(Installations classées)